

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
21 janvier 1976

No 412
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Editorial

POUR LE COMBAT DU PETIT PAYSAN

Le mécontentement des travailleurs de la campagne ne cesse de s'amplifier. Et cela est bien légitime et naturel.

Le capitalisme et ses porte-paroles avaient brandi et brandissent toujours l'épouvantail du «socialisme-expropriateur des paysans». Mais l'expérience a montré que c'est le régime dans lequel nous sommes qui a exproprié et expulsé de la terre près d'un million de paysans pauvres en moins de dix ans.

Depuis deux ans, la situation des petits paysans, pratiquement de tous les secteurs de la production agricole et animale, s'est considérablement dégradée. Cela s'est traduit nettement par la baisse importante du revenu paysan ; celui-ci résultant de la stagnation des prix de vente à la production d'une part, et de la hausse des prix de produits nécessaires à leur travail, à la vie d'autre part.

De même que le capitalisme en crise licencie l'ouvrier pour maintenir ses profits, il exploite le travail du petit paysan jusqu'à ce que celui-ci soit réduit à la misère et finalement obligé de quitter la terre, laissant cette dernière aux mains rapaces des paysans riches ou autres bourgeois ruraux.

Cette colère grandissante, nous en avons vu encore des exemples magnifiques ces jours derniers.

Ainsi, Chirac, dans sa récente tournée bretonne, a affronté autant les ouvriers que les petits paysans manifestant sur tous les lieux de son passage.

Ainsi, lundi, plusieurs actions de viticulteurs étaient menées, notamment contre des usines ou immeubles appartenant à des trusts-négociants, où les patrons furent séquestrés pendant plusieurs heures durant.

Ainsi, sans doute, Rennes sera mardi le théâtre d'importantes manifestations paysannes contre les procès de vingt-quatre des leurs, en butte à la répression judiciaire. Répression destinée à une ultime tentative visant à briser l'essor du mouvement paysan anticapitaliste.

Le parti des communistes marxistes-léninistes est résolument aux côtés des masses paysannes exploitées. A la campagne, il s'appuie avant tout sur la petite paysannerie travailleuse et doit partir en premier lieu de la défense de ses intérêts immédiats et à long terme.

Dans ce but, la tâche des communistes à la campagne est de contribuer à forger l'unité de la petite paysannerie travailleuse, dont les divisions sont le fruit de la bourgeoisie de droite et de «gauche» au travers notamment des organisations syndicales qu'elle contrôle au sommet avec l'actif soutien de la paysannerie riche.

Pour cela, le parti marxiste-léniniste doit être à la campagne le parti des paysans les plus exploités. Il doit être dès maintenant le parti des paysans les plus résolus qui, déjà, prennent eux-mêmes en main la direction des luttes de classes à la campagne, pour se maintenir à la terre et préparer les luttes révolutionnaires futures qui instaureront le socialisme.

Socialisme qui sera inéluctablement, que le fanfaron de la bourgeoisie Georges Marchais le veuille ou non, la dictature du prolétariat ; c'est-à-dire le pouvoir exercé sous la direction de la classe ouvrière par la grande masse des ouvriers et des petits paysans de France. Pouvoir politique seul capable de faire vivre le paysan de son travail et de redonner vie à nos campagnes livrées au pillage et au gâchis de ses richesses par les mopolos.

Espagne

DES MILLIERS D'OUVRIERS EN GREVE

Le mouvement de grève dans les mines de charbon des Asturies et la Catalogne a pris plus d'ampleur lundi. On évalue à 7 000 le nombre des mineurs qui ne sont pas descendus lundi dans les puits de la région. Des sanctions ont été prises par les directions contre une centaine de mineurs.

A Barcelone et dans la région de Lobregat, une soixantaine d'entreprises sont paralysées par la grève des ouvriers des usines de production d'électricité. Les divers mouvements affectent 15 000 ouvriers. La plupart ont arrêté le travail pour appuyer des revendications salariales ou pour protester

contre l'attitude des forces de l'ordre, dont une voiture a blessé un ouvrier lors d'une manifestation, samedi.

Les travailleurs en grève de «Casa» (industrie aéronautique) et «Standard electrica» ont participé lundi matin à des réunions sur le campus de l'université de Madrid, demandant aux étudiants une aide économique pour les familles de grévistes.

Des chansons ainsi que des poèmes de Federico Garcia Lorca ont été présentés aux étudiants des facultés de philosophie et de lettres. Certains orateurs ont demandé la formation de comités de grève communs.

Chez «Chrysler Espana», la grève se poursuit et les

14 000 ouvriers ne se sont pas présentés à l'embauche lundi.

Face à cette montée des luttes ouvrières, le gouvernement de Juan Carlos multiplie les mesures de répression.

Les travailleurs du métro de Madrid ont reçu ces derniers jours des cartes de mobilisation qui pourraient être utilisées en cas de réquisition.

La semaine dernière, les employés des chemins de fer avaient eux aussi reçu des cartes similaires et des insignes militaires distinctifs rouges, qu'ils doivent arborer depuis lundi à la suite du décret de réquisition pris

par le ministère de l'Intérieur.

Sur les trente personnes qui restaient détenues après l'arrestation, jeudi dernier à Madrid, de 125 syndicalistes, vingt-trois ont été libérées lundi après-midi, après avoir comparu devant le juge d'instruction, tandis que 1 500 employés de banque occupaient une église de Madrid pour exiger la libération d'un des sept derniers détenus.

Lundi matin, 1 500 ouvriers de chez «Chrysler» s'étaient massés aux abords du Palais de justice pour avoir des nouvelles des personnes qui comparaissaient devant le juge d'instruction.

Sous l'égide de l'Association des amitiés franco-chinoises

REMARQUABLE HOMMAGE A LA MÉMOIRE DE CHOU EN LAI

Lundi soir était organisé à Paris un solennel hommage à la mémoire du premier ministre Chou En-lai par la direction nationale de l'Association des amitiés franco-chinoises. En dépit d'une affluence rendue peu nombreuse par l'exiguïté de la salle de réunion, cette soirée a revêtu une très haute tenue, en présence d'une délégation officielle envoyée par l'ambassade de la République populaire de Chine sous la conduite de monsieur le chargé d'Affaires, M. Lui Meng-shing, accompagné de son épouse.

A la tribune siégeaient Mmes Irène de Lipkovski, Hélène Marchisio, Brunhes-Delamarre et MM. Maurice Schumann, ancien ministre des Affaires étrangères, le

cinéaste Joris Ivens, le journaliste australien Wilfrid Burchet, Yves Draussin, Daniel Hoffnung, Régis Bergeron, Jacques Jurquet et Dorin (de Lyon). Dans la salle on remarquait nombre de personnalités parmi lesquelles : l'épouse de l'écrivain Vercoors, Mme Yves Farges, MM. Pierre Gentelle, Joseph Marchisio, M. Charles Bettelheim, comme d'ailleurs Mme Michelle Loi, malades, s'étaient faits excuser.

Mme de Lipkovski présida et rendit le premier hommage, soulignant comment «le regard d'aigle de Chou En-lai discernait les événements», mentionnant ses qualités de «subtil diplomate», expliquant qu'il avait recueilli «la flamme de la Commune de Paris». La



Le cinéaste Joris Ivens rend un émouvant hommage à Chou En-lai. A ses côtés, le journaliste Wilfrid Burchet, Maurice Schumann, Mmes Irène de Lipkovski et Hélène Marchisio.

présidente conclut en parlant de la «perte incalculable pour l'humanité tout entière», et demanda une minute de silence, après avoir exprimé ses pensées pour Mme veuve Chou

En-lai. Auparavant, Mme de Lipkovski avait lu un message de M. Étienne Manac'h, ex-ambassadeur de France à Pékin.

(Suite page 3)

Yougoslavie

CAMPAGNE D'EDUCATION
SUR LA DEFENSE
NATIONALE

L'intensification de l'éducation du peuple en matière de défense nationale a été au centre de réunions tenues récemment en République de Bosnie-Herzégovine et dans la province autonome de Vojvodine. C'est ainsi que le secrétariat pour la Défense de la République de Bosnie-Herzégovine a décidé qu'en 1976, 50 000 étudiants et lycéens et d'autres jeunes âgés de 17 ans subiront un entraînement en matière de défense et acquerront une connaissance militaire élémentaire pour qu'ils soient capables de prendre part à n'importe quelle lutte armée et d'utiliser tous les moyens possibles pour résister à l'invasion ennemie quand l'occasion s'en présentera.

L'actuelle campagne a pour objectif de matérialiser dans tout le pays la recommandation du président Tito, «Tenez-vous prêts comme si une guerre devait éclater demain.»

Danemark

INTENSIFICATION
DES ACTIVITES
D'ESPIONNAGE
SOVIETIQUES

Les bâtiments soviétiques, est-allemands et polonais intensifient leurs missions d'espionnage au large des côtes danoises, révélaient vendredi dernier les journaux danois citant des informations fournies par les services de renseignements.

Les exercices de débarquement qu'effectuent les pays de l'Est dans la Baltique s'approchent de plus en plus du Danemark. En 1950, ils avaient lieu sur les côtes baltes, en 1960, sur la côte polonaise et depuis 1970, dans l'île de Ruegen, au large de la RDA. Toujours selon ces services, le nombre des bateaux patrouilleurs des pays de l'Est a notablement augmenté depuis 1958.

Ainsi, des dragueurs de mines soviétiques, est-allemands et polonais contournent le Sealand 35 à 40 fois par an. En outre, on a enregistré la présence d'un nombre croissant de «bateaux espions», chalutiers munis de radars. L'activité aérienne a, elle aussi, augmenté et plusieurs fois par mois des bombardiers lourds soviétiques, souvent une quarantaine à la fois, arrivent sur l'aérodrome de Ruegen en RDA.

Australie

UNE NOUVELLE BASE NAVALE
CONTRE LES MENACES
SOVIETIQUES

«Les forces navales soviétiques dans l'océan Indien font peser une menace constante, perceptible et substantielle» sur l'Australie vient de déclarer le ministre de la Défense nationale de ce pays.

C'est pourquoi, pour faire pièce aux menaces soviétiques dans la région, l'Australie a décidé d'accélérer la construction d'une nouvelle et très importante base navale dans le détroit de Cockburn sur la côte ouest qui devrait être achevée dès 1978.

Conseil de sécurité de l'ONU

LES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN
AU COEUR DU DEBAT

La réunion du Conseil de sécurité sur le problème palestinien n'a jusqu'ici pas progressé de façon spectaculaire. En l'absence d'Israël qui boycotte le Conseil, l'OLP siège désormais avec des droits identiques à ceux d'un Etat membre. Chacun est conscient de l'enjeu de ce débat qui, ainsi que l'a rappelé le porte-parole de l'OLP, inaugurant la discussion, porte sur la question centrale du règlement du problème du Proche Orient : la réparation de l'injustice commise contre le peuple palestinien, chassé de ses propres terres il y a 28 ans. C'est également ce thème qu'a développé le délégué mauritanien affirmant : «Ce fait palestinien relégué au second plan dans le passé s'est imposé aujourd'hui non seulement comme une réalité vivante mais comme la cause première du problème et la clé de toute solution».

L'attitude d'un certain nombre de pays du second monde est la preuve manifeste du progrès de cette cause. Tout en s'obstinant à refuser la condamnation d'Israël, ces pays reconnaissent que, désormais, «les Palestiniens doivent participer à tout débat ou toute négociation concernant leur avenir».

Ce débat va se cristalliser prochainement sur le projet de résolution présenté par certains pays arabes. Les USA ont déjà fait savoir qu'ils exerceraient leur veto contre toute mention des «droits nationaux» du peuple palestinien à qui ils ne reconnaissent que des «intérêts légitimes». Le délégué du Koweït les a rappelés à l'ordre en affirmant : «Il existe une tendance à minimiser la détermination arabe d'obtenir l'évacuation totale des territoires arabes, mais ceux qui refusent de regarder la vérité en face se trom-

pent, comme ils l'ont fait en octobre 1973».

L'URSS de son côté manœuvre pour isoler les Palestiniens d'un contexte qui leur est favorable, celui de l'ONU, et les obliger à s'asseoir à la table de Genève pour «dialoguer» avec Israël. Suivant une tactique bien connue, le porte-parole soviétique a odieusement calomnié la République populaire de Chine, osant parler de «sinistre alliance entre Pékin et Tel Aviv» et l'accusant de «planter un couteau dans le dos des Arabes».

Mais bien peu s'y trompent. Ainsi que l'a répliqué le délégué chinois, c'est sa propre politique d'hégémonie et de trahison qu'elle entend ainsi faire endosser aux autres. Mais les peuples ont des yeux pour voir et des têtes pour penser. En dépit de ses efforts, la politique agressive de l'URSS au Moyen Orient ne peut plus faire illusion.



La délégation palestinienne à l'ONU (photo Laffont-Sygma)

Rupture des relations
entre l'Islande et la Grande-Bretagne

LA GUERRE DE LA MORUE

Le conflit qui oppose actuellement l'Islande à la Grande-Bretagne à propos de la limite des eaux territoriales islandaises et du droit de pêche dans ces zones, est le troisième du genre. Déjà 1958 et 1972 avaient marqué des épisodes importants de la guerre de la morue.

L'Islande, petit pays sans grandes ressources naturelles vit presque exclusivement de la pêche. Elle s'inquiète légitimement de voir son unique ressource de plus en plus appauvrie par les énormes prélèvements de poissons effectués par les chalutiers anglais, mais aussi soviétiques.

C'est pourquoi l'Islande vient de porter à 200 milles marins l'étendue de sa zone de pêche exclusive.

La Grande-Bretagne a fait la sourde oreille, maintient ses chalutiers-usines

dans la zone revendiquée par l'Islande et multiplie les pressions militaires. Contre l'Islande qui ne dispose pas d'une armée, la Grande-Bretagne a envoyé toute une flottille de navires de guerre. La colère a été vive en Islande quand l'un d'eux a éperonné et coulé, apparemment délibérément, un chalutier islandais. Sous la pression de l'opinion islandaise, le gouvernement a évoqué la possibilité d'une rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, ce qui entraînerait son retrait de l'OTAN. Or, si elle est désarmée, l'Islande n'en présente pas moins, de par sa position géographique, un très grand intérêt stratégique. Et depuis longtemps déjà les soviétiques intriguent pour en évincer les Américains et y prendre pied à leur tour.

C'est ce qui explique que ce conflit, en apparence purement économique, ait justifié le déplacement du secrétaire général de l'OTAN en Islande, pour enquête sur cette affaire.

La Ligue d'unité communiste (marxiste-léniniste) d'Islande (EIK-ML) soutient la revendication antihégémonique du peuple islandais de fixer son droit de pêche à 200 milles marins et son refus de toute ingérence ou pression étrangères dans ses affaires. Le 25 janvier prochain, elle participera à une journée d'action de soutien à cette juste revendication, en collaboration avec tous les peuples scandinaves, notamment norvégien, qui luttent dans le même sens pour défendre leurs droits nationaux contre les superpuissances dans toutes les affaires maritimes.

nouvelles
du monde

BELGIQUE :

LA SOLIDARITE
AUX GREVISTES DU
«PARISIEN LIBERE»

Le tribunal correctionnel de Nivelles, en Belgique, juge en ce moment sept syndicalistes et un prêtre coupables de s'être solidarisés avec leurs camarades français du «Parisien libéré». Ils étaient intervenus en mai dernier pour occuper l'imprimerie belge qui imprimait le journal d'Amaury. Ils comparaissent de ce fait pour «détérioration de matériel, coups et blessures et rébellion».

Depuis le début du procès, l'assistance manifeste vigoureusement sa solidarité avec les inculpés.

USA :

HOMMAGE A
MARTIN LUTHER KING

D'importants défilés se sont déroulés aux USA pour célébrer le 47^e anniversaire de la naissance de Martin Luther King, dirigeant de la lutte pour les droits civiques des noirs, assassiné en 1968.

A Atlanta, sa ville natale, plus de 15 000 personnes ont manifesté pour réclamer le droit au travail, aux cris de : «Du travail, pas d'assistance». «Le chômage, c'est la violence». A New-York, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant les bureaux du FBI pour réclamer l'ouverture d'une nouvelle enquête sur son assassinat.

UN SPECIALISTE CHINOIS
A LA DIRECTION DE L'OMS

Un spécialiste chinois, le Dr Ch'en Wen-chieh, vient d'être nommé sous-directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Il dirigeait jusqu'à présent le département de la recherche scientifique de l'Académie chinoise des sciences médicales.

Né en 1925, le Dr Ch'en Wen-chieh a fait ses études à l'école de médecine de l'université de Pékin.

BRESIL :

FAMINE DANS LE NORD-EST

Cent cinquante mille personnes sont menacées par la famine dans les Etats de Bahia et de Pernambouc, au Nord-Est du Brésil, où sévit une grande sécheresse qui aggrave l'extrême misère des paysans.

La dictature fasciste brésilienne a dû acheminer des renforts de police exceptionnels dans la petite ville d'Ouricuri, à 600 km de Recife : 3 000 paysans affamés ont investi la localité à la recherche de nourriture, d'eau et de travail.

ESPAGNE :

MANIFESTATION DE SOUTIEN
AU F. POLISARIO

Plus d'un millier de personnes ont manifesté à Santa Cruz de Ténérife (Iles Canaries) aux cris de : «Le peuple des Canaries avec le Front POLISARIO». S'y mêlaient également des mots d'ordre hostiles à la présence des bases américaines sur le territoire espagnol et l'exigence d'une amnistie générale pour les prisonniers politiques.

nouvelles intérieures

Le sommet socialiste européen d'Elseur LA SOCIAL-DEMOCRATIE DIVISEE

La deuxième journée du sommet socialiste européen d'Elseur, au Danemark, a mis en lumière la division régnant dans les rangs de la social-démocratie européenne. Cette division porte avant tout sur la question des rapports avec les partis révisionnistes.

D'un côté, le chancelier allemand, Helmut Schmidt, le premier ministre anglais Wilson, le premier ministre danois ont une fois de plus condamné la politique d'alliance avec les partis révisionnistes. Il est vrai que dans ces pays les partis sociaux-démocrates sont largement dominants et ont affaire à des partis révisionnistes faibles. Ils n'ont nullement besoin d'une quelconque alliance avec ceux-ci.

De l'autre côté, Mitterrand a été le plus chaud défenseur de la politique d'union avec les révisionnistes, politique qu'il préconise pour toute l'Europe du Sud. Vivement critiqué, il a dû défendre sa politique « d'union de la gauche » en France. Son argument essentiel a consisté à expliquer que le PS avait besoin de l'alliance avec le PCF pour être « crédible » et pouvoir accéder au gouvernement. Il a rappelé que la politique qu'avaient suivie auparavant les socialistes les avait conduits à la faillite. Argument suprême, il a rappelé que la politique d'union de la gauche était à l'origine du nouveau rapport de forces entre le PCF et le PS et a fait état d'un sondage selon lequel 30 % des

voix vont au PS et 18 % au PCF.

Il a préconisé la même politique pour tous les partis socialistes d'Europe du Sud. La situation s'y caractérise par l'existence de partis révisionnistes puissants dont la social-démocratie a besoin pour accéder au pouvoir. Mitterrand a fait état de l'accord des sociaux-démocrates italiens, espagnols et portugais avec son point de vue. Il a également indiqué que depuis quelques mois les sociaux-démocrates belges avaient adopté cette même tactique. Les chefs de gouvernement suédois, finlandais et néerlandais ont fait preuve de « compréhension » à l'égard de cette position.

Ces contradictions reflètent celles concernant les rapports avec l'URSS et les USA. Certains dirigeants sociaux-démocrates voient dans cette politique d'alliance le danger d'un renforcement des positions de l'URSS en Europe. C'est également là le souci des USA. Kissinger doit d'ailleurs faire escale à Copenhague pour s'entretenir avec le premier ministre danois des travaux du sommet socialiste.

De ces travaux, il ressort qu'au sein du mouvement social-démocrate, dont l'objectif est partout la gestion du capitalisme, Mitterrand est le chef de file de la tendance aux concessions aux révisionnistes et à l'URSS afin de pouvoir accéder au pouvoir.

REMARQUABLE HOMMAGE A LA MEMOIRE DE CHOU EN LAI

Suite de la page 1

Ensuite Joris Ivens fit une intervention des plus remarquables et émouvantes, en évoquant avec une simplicité extrême ses quatre rencontres avec Chou En-lai, en 1938, en 1958, en 1965 et en 1971-1973. Retenant difficilement son émotion, le grand cinéaste cita les vers du président Mao que Chou En-lai a pu entendre quelques jours avant sa mort :

« Rien d'impossible au sein de l'univers

« Pourvu qu'on escalade la cime. »

Puis le journaliste autrichien, spécialiste des questions d'Extrême-Orient, Wilfrid Burchet, évoqua à son tour sa rencontre avec Chou En-lai, qu'il interviewa à l'époque de la Conférence de Bandoung.

Enfin, après une intervention fouillée et précise de Mme Marchisio, qui retint tout aussi difficilement son émotion, M. Maurice Schumann présenta ses souvenirs

de rencontre avec Chou En-lai, parlant de la rencontre qui n'a pu avoir lieu entre le général De Gaulle et le président Mao Tsé-toung. Son intervention, d'une très haute tenue, se référa aussi à la Résistance et s'acheva sur la perspective de son prochain voyage en Chine « Je ne pourrai pas m'incliner devant la tombe de Chou En-lai, dit-il en substance, mais je suis sûr de le retrouver dans les regards des jeunes gens et des jeunes filles que je rencontrerai ».

M. Jospin, secrétaire national du Parti socialiste, était également dans l'assistance, assis au premier rang.

Cette soirée, par la largeur de l'éventail politique des personnalités qui y ont participé, a revêtu la signification d'un hommage de la grande majorité du peuple de notre pays, en présence d'environ 400 personnes, grâce à l'heureuse initiative de l'Association des amitiés franco-chinoises.

LA RÉPRESSION CONTRE LES PAYSANS EN LUTTE SE POURSUIT

24 PAYSANS DEVANT LE TRIBUNAL DE RENNES IMPORTANTE MANIFESTATION PRÉVUE

Vingt quatre paysans de Nantes, Saint-Nazaire et Morlaix doivent comparaître ce mardi devant le tribunal de Rennes, en vertu de la loi « anticasseurs », pour avoir participé à des manifestations qui s'étaient déroulées en juillet et août 74 à la suite de l'effondrement des cours de la viande.

Ils ont déjà été condamnés en première instance à des peines allant de 15 mois à 8 jours de prison avec sursis et à des amendes de 500 à 2 000 francs. De nom-

breuses forces de police sont prévues autour du Palais de justice, une importante manifestation paysanne devant avoir lieu pour protester.

Au cours du meeting régional de Rennes des communistes marxistes-léninistes, dont nous rendons compte en page six, notre camarade Jurquet a lancé un appel pour participer à cette manifestation. La bourgeoisie croit pouvoir briser les luttes paysannes avec ses forces de répression et ses tribunaux, elle se trompe lourdement.

DANS LES CHARENTES ET DANS L'AUDE DANS LA JOURNÉE DE LUNDI

NOMBREUSES ACTIONS DES VITICULTEURS

Pour protester contre la mévente dont ils sont victimes plusieurs centaines de viticulteurs ont participé à des manifestations à Jarnac et à Cognac. Près d'un millier d'entre eux ont barré la Route Nationale 141 une bonne partie de la matinée. Vers midi ils ont levé le barrage et se sont dirigés vers la maison de cognac Courvoisier. Ils ont fait sortir les employés et ont retenu les membres de la direction.

Dans l'après-midi ils se sont rendus au siège du bureau national du cognac

qu'ils ont occupé. Dans la soirée, la police est intervenue pour faire évacuer les lieux.

Dans l'Aude une centaine de viticulteurs, au cours d'un contrôle de camions-citernes ont incendié la cabine d'un camion appartenant à un négociant de Bordeaux et qui dans la matinée était escorté par la police. Un autre camion-citerne appartenant à ce même négociant a été également intercepté et vidé de son contenu.

La préparation du 22^e congrès du PCF et la dictature du prolétariat

LA GRANDE BRADERIE

« France nouvelle », qui est l'organe théorique du PCF, poursuit cette semaine l'offensive tous azimuts contre la dictature du prolétariat, dans le sillage de Marchais. L'essentiel du numéro y est consacré. Yvonne Quilès rappelle à juste titre que l'abandon de la dictature du prolétariat par le PCF n'est pas quelque chose de nouveau. Elle reproche à la plupart des commentateurs « une analyse hâtive et superficielle du cheminement obstiné et résolu du Parti communiste dans une voie que déjà Maurice Thorez, dès l'après dernière guerre, avait pressentie ». Ce n'est pas en effet d'aujourd'hui que le PCF a renié les enseignements de Marx et de Lénine à ce sujet. Thorez y a

effectivement ouvert la voie mais c'est la prise du pouvoir par les révisionnistes en URSS et leur propre trahison de ces enseignements qui ont amené les dirigeants du PCF à mettre la dictature du prolétariat aux oubliettes. Cela remonte à bientôt vingt ans.

Le PCF depuis lors, s'il a conservé la formule, l'a vidée de tout le contenu révolutionnaire que lui ont donné Marx et Lénine. Depuis de nombreuses années, il n'est plus question pour le PCF de détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, fait pour dominer et réprimer les travailleurs, pour édifier un nouvel Etat au service de la classe ouvrière, par lequel elle exerce effectivement son pouvoir et domine les

anciens exploités, la bourgeoisie toujours existante. Depuis des années, le PCF n'a plus pour seul objectif que de s'installer à la tête de l'Etat bourgeois pour s'en servir pour son propre compte et dominer les travailleurs avec.

Il ne s'agit plus pour lui, aujourd'hui, que de rejeter le terme de « dictature du prolétariat » qui entretenait un semblant de fidélité au léninisme. Aujourd'hui, les dirigeants révisionnistes du PCF s'en donnent à cœur joie et ne cherchent même plus à préserver les apparences. Yvonne Quilès, après Marchais, affirme que la dictature du prolétariat, ce que Lénine appelait « le fond même de la doctrine de Marx », est dépassée. « Celui-

là seul, disait Lénine, est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance effectives du marxisme ». Mais il est vrai que pour les dirigeants du PCF, Marx et Lénine sont eux-mêmes dépassés.

Nous aurons l'occasion de revenir sur toutes ces questions à partir de demain et durant plusieurs jours en répondant à la question : « Qu'est-ce que la dictature du prolétariat ? »

L'Etat-Major de la Marine française

« La présence au large de la France de nombreux bâtiments russes est préoccupante »

Un hebdomadaire français rapporte dans son numéro du 19 janvier que l'Etat-major de la Marine française est de plus en plus préoccupé par la multiplication des incidents avec des sous-marins russes au large des côtes françaises.

Le dernier en date, est-il précisé, a eu lieu à moins de dix kilomètres de l'arsenal de Toulon, ce qui indique clairement la nature de la

mission attribuée par les autorités soviétiques à ces sous-marins. La zone d'observation préférée des marins soviétiques semble d'ailleurs se situer entre la Corse et la côte varoise. Pour la seule année 1975, dix incidents ont officiellement été relevés.

Il n'y a pas de fumée sans feu, et pas d'espionnage militaire sans intention d'intervenir militairement.

UNE CINQUANTAINE D'ESPIONS SOVIETIQUES EXPULSES EN 5 ANS

Au cours des cinq dernières années, une cinquantaine d'espions soviétiques ont été démasqués, et, très discrètement, expulsés de France, a-t-on appris dimanche de source autorisée.

Ce « nettoyage par le vide » n'avait jamais été révélé publiquement. Le linge sale franco-russe s'est lavé derrière le mur des ambassades. Et il est probable que cette information n'aurait pas encore été diffusée s'il n'y avait eu dans la presse l'ava-

lanche de révélations que l'on sait sur l'antenne de la CIA dans notre pays.

Entre 40 et 50 espions de Brejnev ont donc été priés de regagner leur mère-patrie. Il a été précisé que la plupart d'entre eux avaient été contraints de le faire peu après l'opération du gouvernement britannique qui, on s'en souvient, avait démasqué et expulsé, en septembre 1971, 90 agents russes, parmi lesquels de nombreux diplomates et non des moins.



BRETAGNE

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS ONT



Manifestation à Quimper (Photo AFP)

Morari (Montpellier)

Contre les licenciements

N'attendons pas le dernier moment pour nous organiser

Morari, 230 ouvriers, majorité femmes et jeunes, est un soustraitant d'IBM, CGCT, Erickson, CGA (Cie générale des autoroutes). C'est une des rares entreprises soustraitantes qui n'a pas encore fait des licenciements pour soi-disant motif économique. Il y a tout de même eu des licenciements déguisés depuis l'an dernier, 4 à 5 personnes ont «quitté» l'usine. Mais aujourd'hui, le dernier licenciement n'a pu être camouflé par le patron, et à l'appel de la section CFDT plus de 60 travailleurs ont envahi le bureau du patron et débrayé un jour entier pour protester : les travailleurs de Morari ne sont pas prêts à se laisser faire !

Il y a quelques jours le patron parlait de 73 licen-

ciements au CE, ensuite il a démenti, un jour il dit qu'il n'y a pas de travail, l'autre il dit qu'il y a trop de travail, bref il essaie de désorienter les travailleurs afin de frapper au moment où ils s'y attendent le moins.

Voilà pourquoi la section CFDT de l'usine a appelé à une assemblée générale des travailleurs : «Nous devons nous méfier, nous préparer et nous organiser dès maintenant sans attendre le dernier moment ! Beaucoup se font des illusions sur les 90 % nous devons leur enlever ces illusions qui les conduisent à se laisser licencier ! Rien ne peut justifier le licenciement d'un seul travailleur et nous devons envisager des formes de lutte dure pour gagner !» Voilà en gros ce qu'ont dit les délégués aux travailleurs présents.

C'est aussi ce qu'a dit le secrétaire du bureau départemental de la métallurgie et un représentant du comité de chômeurs CFDT invité par la section pour parler du chômage, de la loi des 90 % et de la difficulté à trouver du travail.

Par une réelle volonté de lutter contre tout licenciement en informant les travailleurs, en préparant avec eux la riposte ; l'encouragement et le soutien du syndicat métallurgie ; le lien avec le comité de chômeurs CFDT.

Les travailleurs de Morari mettent tous les atouts de leur côté pour gagner contre le patron. Quant aux marxistes-léninistes, ils sont à leur côté depuis longtemps déjà et ils y resteront en cas de coup dur. Les travailleurs peuvent compter sur eux, ils le savent.

Un métallurgiste marxiste-léniniste.

ACCUEILLI CHIRAC

Les 800 travailleurs et travailleuses de l'usine «modèle» Olida de Loudéac (Côtes-du-Nord) ont reçu comme il se doit le «sieur» Jacques Chirac vendredi matin. Il s'est vu conspué aux cris de «Chirac dehors», «Halte au chômage». Sur une banderole on pouvait lire : «La Bretagne vivra !». Pour les travailleurs d'Olida, le discours de Chirac sur la régionalisation ne pouvait être que du bidon. Il vient, paraît-il, parler de réforme (de sa société), en fait c'est la répression, le chômage, etc.

D'ailleurs les travailleurs d'Olida lui ont très justement crié : «Non à l'exode» «Une seule solution, la révolution» !

À Brest, ils étaient 10 000 en colère, exigeant la satisfaction de leurs revendications : «Du travail en Bretagne», etc.

Les travailleuses de la Manufacture brestoïse de confection, toujours en occupation, étaient en tête de la manifestation en blouse de travail.

À Quimper, 7 000 manifestants ; les CRS ont chargé en bordure de l'Odéon, proche de la préfecture et certains manifestants ont été blessés par les grenades lacrymogènes et conduits à l'hôpital.

À Lorient, samedi matin, où Chirac s'entretenait des problèmes de la pêche, une manifestation regroupait plus de 5 000 personnes.

Les travailleurs bretons ont ainsi manifesté contre la venue de Chirac qui croyait les endormir avec son miroir aux alouettes, seulement il s'est trompé, les travailleurs bretons, comme les autres travailleurs de France sont conscients et déterminés à défendre leurs intérêts.



En tête de la manifestation brestoïse, les ouvrières de la Manufacture brestoïse de confection, toujours occupée, en blouses de travail, suivies des ouvrières licenciées de l'usine Transocéan (photo correspondant HR).

RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER DU 14 FEVRIER

PTT-Orléans

UN GRAND DRAPEAU ROUGE FRAPPE D'UN POING symbolisant la lutte classe contre classe

Réuni récemment notre groupe de militants postiers a décidé non seulement de contribuer au rassemblement par un stand relatant nos luttes et notre travail, mais encore par une initiative globale qui toucherait le rassemblement.

C'est pourquoi nous vous soumettons le projet suivant. Prenant acte du caractère de masse et mobilisateur de ce grand rassemblement, nous

avons décidé de confectionner un grand drapeau rouge (2 mètres sur 1,50 mètre), frappé d'un poing symbolisant la lutte classe contre classe dans un grand cercle jaune. Nous comptons l'offrir comme cadeau lors du rassemblement.

Si vous pensez que cette initiative peut être retenue faites-le nous savoir.

Les postiers d'Orléans.

RÉPONSE

Nous nous empressons de répondre à cette proposition par l'affirmative, car il s'agit d'une initiative empreinte d'un contenu de classe prolétarien, de l'esprit de mettre en avant les luttes de la classe ouvrière et de ses alliés contre la dictature de la bourgeoisie — de droite comme de «gauche».

Rappelons que le poing fermé signifie : UNIS COM-

ME LES 5 DOIGTS DE LA MAIN.

Nous soutenons tout ce qui contribue à l'unité de classe du prolétariat, pour et dans la lutte de classes, contrairement aux faux communistes dirigeant le PCF qui parlent d'«unité» pour servir leurs salades électorales.

Le comité de rédaction.

la France des luttes



OCCUPATION D'UNE MAROQUINERIE A PAU

Les travailleurs de la SEM (Société européenne de maroquinerie) occupent leur usine depuis un mois pour s'opposer au démantèlement et aux licenciements.

En effet, l'entreprise a été mise en liquidation par le tribunal de commerce de Pau, et le patron est parti sans laisser d'adresse.

GREVE A L'IMPRIMERIE SONODIUM (HÉLIOGRAVURE) DE NOYON (OISE)

Les travailleurs sont en grève illimitée depuis mardi dernier pour l'augmentation des salaires. Ils l'entendent poursuivre l'action jusqu'à satisfaction.

OTTAWA ÉLECTRONIQUE (SOISSONS)

Les établissements Ottawa Électronique sont le seul fabricant en Europe d'une partie du matériel haute fidélité, et employaient 174 salariés à Soissons et 36 au siège social de Paris. Le 30 septembre 1975, le patron décidait de licencier tous les travailleurs de l'entreprise de Soissons. Depuis cette date les travailleurs occupent l'entreprise.

CHEZ VALLOUREC A NOISY-LE-SEC

Dans cette entreprise de 900 salariés — dont 600 ouvriers — ces derniers sont en grève reconductible de 24 heures depuis le 12 janvier. Ils demandent une augmentation uniforme de 200 F, les 40 heures sans diminution de salaire...

ÉTABLISSEMENTS OLIVETTI A PONTCHARRA (ISERE)

Pour protester contre neuf licenciements — qui seraient dus au transfert d'un entrepôt à Aubervilliers (93) — les travailleurs occupent l'usine depuis 8 jours, soutenus par la CFDT.

Le tribunal de grande instance de Grenoble est saisi de deux demandes : celle de la direction exigeant l'évacuation des grévistes, et celle de la CFDT exigeant la réintégration des licenciés. Le tribunal statuera aujourd'hui mercredi.

ÉTABLISSEMENTS GROSFILLEX DANS LA BANLIEUE D'OYONNAX (AIN) POUR L'INTÉGRATION DES PRIMES DANS LE SALAIRE

Dans cette entreprise de transformation de matière plastique, les ouvriers — 550 sur 1 000 salariés — sont en grève illimitée depuis mercredi dernier, pour obtenir, notamment, l'intégration de la prime de productivité dans le salaire.

Cette revendication est très importante pour contribuer à la lutte contre la division de la classe ouvrière. La division par des primes de toutes sortes a été créée et développée par le patronat, elle vise à obtenir le maximum de rendement. L'intérêt de la classe ouvrière, est de travailler à son unité.

MANIFESTATION DE VITICULTEURS A COGNAC

D'après l'AFP.

Un millier de viticulteurs, producteurs de Cognac, ont manifesté pendant une heure et demie lundi matin à Jarnac (Charente), barrant la RN 141 Cognac-Angoulême, et obligeant la mise en place de déviations de part et d'autre du pont de Jarnac.

À midi, les manifestants se sont regroupés devant les grilles de la maison de Cognac Courvoisier, ils ont laissé sortir le personnel de l'entreprise, mais se sont opposés au départ des membres de la direction.

Cette manifestation surprise avait été organisée à l'appel de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) de la Charente-Maritime et de l'UDSEA (Union départementale des jeunes agriculteurs) des deux départements.

La réduction, selon les manifestants, de près de 50 % des achats de la maison Courvoisier et le non-respect des contrats aux producteurs de la région seraient à l'origine de cette manifestation.



Un nouveau trafic découvert sur le vin de bordeaux

A QUAND LE VIN CERTIFIE

SANS RAISIN ?

Le Bordeaux fait à nouveau parler de lui. Et pas en bien... Neuf cents bouteilles de Bordeaux blanc sont en effet bloquées depuis le 5 novembre dernier à la frontière franco-allemande de Strasbourg. On y a décelé d'importantes traces de nitrate de sodium.

Destinées à un négociant de Berlin, ces bouteilles de Sauternes d'abord bloquées à Strasbourg par les gabelous français, viennent d'être saisies après trois analyses de laboratoires. Elles ont en effet révélé la présence de nitrate de sodium, produit toxique illégal en œnologie, destiné à stabiliser, sans laisser de goût — à la différence de l'anhydride sulfureux — un vin qui pourrait continuer à fermenter après sa mise en bouteilles.

Si l'on veut appeler les choses par leur nom, disons qu'un vin comme celui-ci est trafiqué. Pourquoi ? Tout simplement parce que cela permet de le vendre plus cher que ne l'exigerait sa qualité réelle. Voilà bien les négociants capitalistes : pour faire des profits supplémentaires ils n'hésitent pas, premièrement à escroquer les gens en faisant passer leur vin pour un vin de qualité supérieure, et deuxièmement à mettre en péril la santé des consommateurs en usant d'un produit toxique.

LA CONSTRUCTION D'UN BARRAGE SUR LA LOIRE MENACE LES INTERETS DE PAYSANS ET DES HABITANTS D'UNE QUARANTAINE DE COMMUNES

Depuis 1930, qui n'a pas entendu parler du fameux projet de barrage à Villest, village à 4 km de Roanne. Ce projet était d'abord destiné à faire une réserve d'eau pour la ville de Paris. Ensuite, il fut repris par l'EDF, en vue de la production d'énergie. Maintenant c'est l'agence du bassin Loire-Bretagne qui en demande la réalisation. Quels en sont les buts officiels ?

Il s'agit de maintenir les étiages de la Loire, l'été, en vidant le barrage, de lutter contre la pollution, de lutter contre les crues de la Loire.

En fait, à y regarder de plus près, qu'en sera-t-il exactement ?

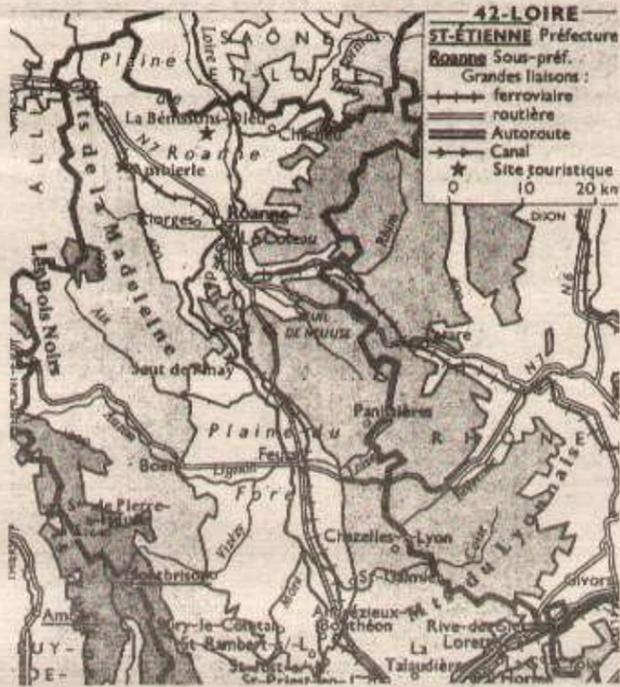
Comme toujours en pareilles circonstances, c'est le coupable qui braille le plus fort, et qui — comble de l'hypocrisie — porte sur autrui les accusations. Selon la presse alsacienne en effet, le négociant bordelais réclame des dommages et intérêts aux services douaniers, estimant « que sa marchandise est bloquée illégalement ». Pour le service de la répression des fraudes, les bouteilles saisies pourraient provenir d'un envoi plus important dont certains lots seraient déjà arrivés à Berlin. A suivre...

Tout d'abord, il est faux de prétendre que ce barrage va permettre de lutter contre les crues de la Loire. Il a été démontré que pour protéger réellement les riverains en amont et en aval de Villest, c'est 5 petits barrages qu'il faudrait en amont de Grangent à la fois sur la Loire et sur ses affluents.

A la cote 316, la remontée d'eau se situera jusqu'au pont de Balbigny où 300 hectares de champs seront définitivement perdus et 800 à 900 autres seront sacrifiés à terme par suite des remontées d'eau des infiltrations des nappes phréatiques. N'est-ce pas un scandale d'amputer l'espace rural de ses terres agricoles les plus riches ? A cette allure y aura-t-il assez de terres pour nourrir les hommes ? Il est d'abord question de l'outil de travail de près de 200 agriculteurs. Si le barrage se réalise, 180 agriculteurs seront expulsés en partie ou intégralement. Dans la crise actuelle, où vont-ils se retrouver, sinon au chômage ? Où sont donc la défense et la sécurité de l'emploi tant prônées par le gouvernement ? Et si une partie des agriculteurs est indemnisée, cela ne leur redonnera pas leurs terres et par contre-

coup cela contribuera à amplifier la spéculation tant au niveau du prix d'achat que des locations des terrains.

période relativement longue ? Ces terres noyées entraîneront des conséquences incalculables pour nous paysans. Fait plus grave, ces



Le mur du barrage doit être construit à la cote 324 correspondant au niveau du pont de Feurs. Qui peut nous assurer en cas de crues exceptionnelles ou rapides comme celle de décembre 1973, que tous les champs en amont de Feurs ne seront pas noyés par refoulement pendant une

terres risquent d'être emportées par le fleuve à certains endroits. Pour la région roannaise, quel sera l'avenir des viticulteurs ? Enfin, sur le plan de la pollution et du climat, ce barrage sera une véritable catastrophe. L'été la zone de 300 hectares de cham-

bons et les 30 km de gorges de la Loire seront un véritable borborygme ou les phénomènes de biosynthèse et de biodégradation se produiront, polluant l'eau du barrage, des nappes phréatiques, et l'eau des puits. Plus de 40 communes sont concernées par ce danger de pollution. A ce sujet, qu'en est-il exactement des positions du ministre de la Qualité de la vie ? Le climat sera modifié pour une grande partie du Forez et du Roannais : brouillards intensifiés, gel de printemps, orages, etc.

Néanmoins, nous ne nions pas la nécessité d'aménager la Loire. La régularisation du fleuve doit se réaliser comme cela a été étudié, en amont de Grangent, en réalisant d'abord les 5 ouvrages prévus qui ne présentent pas les inconvénients de Villest et qui résoudraient réellement les problèmes de crues et de pollution. Alors il faut vraiment se demander si ceux qui ont intérêt à construire ce barrage (entreprises de travaux) ne poussent pas les pouvoirs publics à réaliser un projet aussi néfaste parce qu'il est pour eux une belle affaire de « gros sous ».

D'après l'agence de presse paysanne.

Après le licenciement du délégué CFDT de l'Institut de formation d'éducateurs spécialisés de Marseille

DES AVOCATS DU BARREAU DE MARSEILLE PROTESTENT VIVEMENT

Récemment, l'on s'en souvient, le ministre du Travail donnait le feu vert au licenciement du directeur-adjoint de l'Institut de formation d'éducateurs spécialisés de Marseille, M. Mandrile. Cette décision du ministre était prise et appliquée contre l'avis de l'inspecteur du travail opposé à ce que M. Mandrile soit mis à la porte alors que la seule chose qui lui est reprochée, en fait, est d'être délégué syndical CFDT. Ce licenciement scandaleux et l'intervention ministérielle, qui ne l'est pas moins, ont provoqué et continuent de provoquer de vives réactions parmi les élèves de l'école de formateurs et dans la population marseillaise, témoin cette lettre reçue d'une avocate membre de la section de Marseille du Mouvement d'action judiciaire (MAJ).

Encore une fois, ce sont les fonctions de délégué syndical qui sont bafouées à Marseille par Madame Poinot-Chapuis, ancien ministre et avocat honoraire, présidente du CREA.

Les raisons invoquées pour le licenciement de Monsieur Mandrile, délégué syndical CFDT, co-directeur de l'établissement Sanderval, sont de 2 sortes :

1) le dit délégué avait refusé

sa mutation dans un poste équivalent.

2) seules des raisons d'ordre économique ont motivé la décision de la présidente.

Le premier argument nous semble fallacieux car il y avait deux postes vacants à pourvoir.

Or, c'est justement celui qui convenait aux compétences de Monsieur Mandrile qui a été donné à un autre formateur qui ne le réclamait pas.

Le second argument l'est encore plus, puisque, à notre connaissance, cinq postes sont actuellement vacants, et non supprimés, et que l'un d'entre eux pourrait fort bien être proposé à Monsieur Mandrile.

Il s'agit donc bien d'un cas de répression syndicale s'inscrivant dans cette chasse aux sorcières menée par Madame Poinot-Chapuis depuis 1972 dans les établissements du CREA et ce, parce que les formateurs CFDT ont à cœur de trouver et de pratiquer un autre type de formation et de veiller à ce que la liberté syndicale soit effective.

L'inspecteur du Travail avait refusé le licenciement de Monsieur Mandrile, estimant que celui-ci n'était pas sans rapport avec l'activité syndicale de ce délégué. Monsieur Durafour,

ministre du Travail, l'a autorisé.

C'est une fois de plus le pouvoir qui intervient directement pour licencier un travailleur qui n'a commis d'autre faute que celle d'appartenir à la CFDT et d'être combatif.

Nous nous élevons vivement contre les prérogatives exorbitantes du ministre du Travail qui peut licencier un salarié sans que celui-ci ait connaissance de son dossier et des motifs de son licenciement. C'est une atteinte aux droits de défense.

Nous sommes dans l'obligation de constater que la liberté syndicale dans l'entreprise n'est plus qu'un mot vide, privé de tout contenu, dès lors qu'un ministre dispose de tels pouvoirs.

Section du Mouvement d'action judiciaire de Marseille (MAJ)

UNE NOUVELLE AFFICHETTE EST PARUE

QUOTIDIEN DU SOIR A PARIS

l'Humanité rouge

Du 21 au 28 janvier 1976, une grande enquête :

APRES LES DECLARATIONS DE GEORGES MARCHAIS

qu'est-ce que LA DICTATURE DU PROLETARIAT ?

QUOTIDIEN DU MATIN EN PROVINCE

Camarades, vérifiez que cette affichette remise aux NMPP est bien affichée dans tous les kiosques qui diffusent le journal.

SOUSCRIPTION : UN BON WEEK-END LES 15 MILLIONS DEPASSE LUNDI MATIN

Oui, nous avons raison de parler de remontée impétueuse de la souscription !

En trois jours, vendredi, samedi et dimanche, nous avons reçu 3 millions d'anciens francs. Et nous disons bien « reçu », car en vérité nos lecteurs, amis et camarades ont certainement recueilli bien davantage, certains d'entre eux ne nous ayant pas transmis immédiatement les résultats de leurs collectes.

C'est là incontestablement la traduction d'une compréhension politique du rôle décisif de la souscription seule susceptible, si elle atteint très rapidement l'objectif des 25

millions d'anciens francs, de permettre l'élargissement indispensable de la présence de notre quotidien ouvrier et marxiste-léniniste dans l'immense majorité des kiosques du pays.

Un bon week-end en somme... Amis lecteurs et camarades, poursuivez votre effort ! Organisez des collectes de masse !

Cette nouvelle grande bataille POLITIQUE de l'Humanité rouge quotidienne sera gagnée !

(Etant donné le manque de place aujourd'hui, nous ne reprendrons que demain la publication de la souscription).

JEUDI 22 JANVIER 1976
à 20 h 30

127, rue Marcadet 75018 Paris
métro Lamarck-Caulaincourt

Film chinois :
«NOTRE ÉPOQUE DE FEU»
suivi d'un débat

Comité 18è des Amitiés franco-chinoises

COLLECTION MARXISME-LÉNINISME AU COMBAT

— Sur l'unité des marxistes-léninistes,
par Ernst Aust 4,50 F

E - 100
24, rue Philippe-de-Girard
75010 Paris



SOUS LE SIGNE DU PARTI MARXISTE-LÉNINISTE UNIQUE GRAND SUCCES DU MEETING REGIONAL DE RENNES

Dimanche, à Rennes, place des Lices dans le hall du marché couvert au centre de la ville devait avoir lieu un grand rassemblement régional breton organisé par les communistes marxistes-léninistes et leur quotidien l'Humanité rouge.

La journée était divisée en deux parties entrecoupées par le repas de midi — des galettes-saucisses — qui pouvait être pris sur place. Le matin, dès 10 heures, beaucoup de personnes, des jeunes, des travailleurs de la région étaient venus, pour voir les films présentés, ou lire les dizaines de panneaux — faits avec soin — relatant les nombreuses luttes ouvrières, paysannes ou populaires en Bretagne qui se sont déroulées ces derniers mois.

On pouvait lire et regarder les photos, caricatures ou bandes dessinées faites par les intéressés eux-mêmes, des usines AOIP à Morlaix (coopérative ouvrière de composants électroniques, où il y avait eu une lutte dure au printemps dernier, notamment à propos des bas salaires), de Kaolins de Plémet, de Garnier à Redon (où était expliqué avec documents à l'appui la manière avec laquelle les faux communistes infiltrés à la tête de la CGT avaient tenté de saboter la lutte) ; des panneaux sur les luttes dans les

campagnes, notamment sur la Vigne-Marou en Loire-Atlantique, faits par les paysans eux-mêmes avec une bande dessinée racontant la lutte ; sur la lutte contre un cumulard à Cahart en Ille-et-Vilaine ; des panneaux sur les luttes des élèves-infirmiers de Rennes, sur la lutte du quartier de Ville-jean à Rennes contre l'augmentation du chauffage ; des panneaux également expliquant la situation dans le monde ; des peintures ex-

L'après-midi, vers 15 heures, un meeting avait lieu, où prenaient place à la tribune deux ouvriers bretons, le président du meeting, notre camarade Jacques Jurquet et un autre représentant marxiste-léniniste. Environ 1 200 personnes y assistaient, dépassant ainsi tous les souhaits des camarades de la région qui avaient organisé la journée.

Disons-le tout de suite, nous pensons publier sous forme de brochure le conte-

gais à propos des combats spécifiques des ouvriers et masses populaires de la région bretonne, où pour conclure il devait notamment rappeler que « si donc, maintenant il nous paraît clair que la Bretagne n'est ni une colonie, ni une nation, il nous faut aller plus loin pour définir la situation réelle. Faut-il parler de minorité nationale, de minorité culturelle ? Pour l'instant nous ne pouvons y répondre, et il y a là une insuffisance de notre part. » « Mais, devait-il ajouter pour conclure, ceci ne change en rien fondamentalement notre ligne... en Bretagne comme en France, notre objectif c'est la révolution prolétarienne et l'instauration du socialisme garanti par la dictature du prolétariat. »

La deuxième intervention, fut celle d'un ouvrier de l'usine Sambre-et-Meuse de Saint-Brieuc, qui devait largement développer sur les combats de classe du prolétariat breton contre le capital monopoleur, et apporter avec force exemples concrets et vivants une explication et une dénonciation du rôle réel antiprolétarien des dirigeants du faux parti communiste, notamment ceux à la tête des sections et unions départementales CGT. Non sans faire rire l'auditoire, il devait rappeler comment se ridiculisèrent les responsables de ce parti lors des combats ouvriers de Fougères en automne dernier.

Il devait conclure en « appelant tous les travailleurs à intensifier leur combat contre la bourgeoisie monopoliste et à renforcer leur unité contre les manœuvres des traîtres à la classe ouvrière. »

En dernier, Jacques Jurquet, au nom « des communistes marxistes-léninistes de France, leur quotidien l'Humanité rouge et leur bimensuel, La Faucille » devait fai-

re l'intervention centrale et aborder différentes questions préoccupant à la fois les Bretons, mais également tous les travailleurs de notre pays.

Il devait développer les points d'actualité politique suivants : la dictature du prolétariat et sa signification toujours actuelle, malgré les épouvantails dressés par la bourgeoisie et son laquais, Georges Marchais ; la nécessité du parti marxiste-léniniste où il devait être rappelé notre conviction « que le parti marxiste-léniniste unique n'existera et n'agira efficacement qu'à condition que ses constituants se soient mis d'accord sur le plan idéologique » et que cette « unification idéologique conditionne tout le processus qui aboutira à l'unification organisationnelle qu'exigent sans arrière-pensée tous les travailleurs révolutionnaires ».

Jacques Jurquet souligna ensuite la tâche importante des communistes actuelle-

ment national du 14 février à Paris « serait incomplet si nous n'indiquions dès maintenant qu'il mérite d'être ouvert aux paysans travailleurs, qui désirent s'adresser aux ouvriers pour leur expliquer combien leur propre sort ne diffère pas finalement du leur, et combien par conséquent leur unité est nécessaire dans les actions engagées réciproquement par les uns comme par les autres ».

Pour conclure, Jacques Jurquet exprima sa pleine confiance dans l'avenir, cela malgré une situation internationale « lourde de très graves événements » qui menacent l'indépendance nationale de notre pays en soulignant que « d'ores et déjà, nous pouvons affirmer qu'il ne peut s'agir de l'indépendance d'un État impérialiste » et « que nous ne pouvons concevoir cette tâche sacrée patriotique que dans son lien indissociable avec la révolution prolétarienne ».



Jacques Jurquet prononçant l'intervention centrale (Photo HR).

primant l'ardeur combative des travailleurs bretons des villes et des campagnes.

Autour de deux postes de télévision on pouvait voir des dizaines de personnes regardant attentivement les uns le film pris en direct au cours de la lutte des employés de Mammouth, les autres le film de l'Humanité rouge passé à la 3è chaîne de TV le 10 novembre dernier.

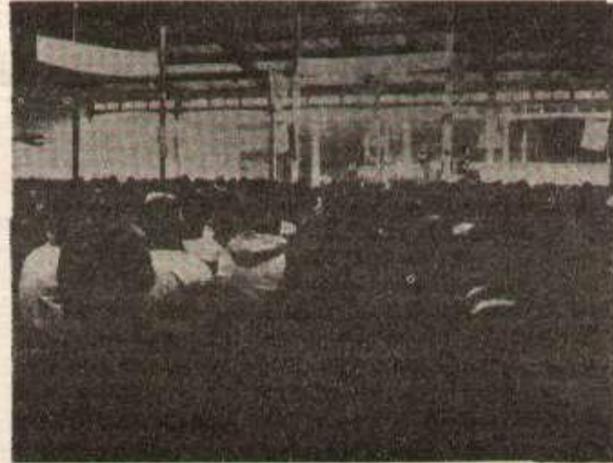
De nombreux stands de Librairie étaient également mis en place, où l'on pouvait notamment échanger des points de vue avec des représentants de l'organisation.

Déjà en fin de matinée plusieurs centaines de personnes se trouvaient sur les lieux.

nu des trois interventions pour leur richesse et l'enthousiasme qu'elles devaient susciter lorsqu'elles furent prononcées.

Avant de donner la parole au premier orateur, Jacques Jurquet, à la demande du président du meeting appela l'ensemble des personnes réunies à rendre un dernier hommage au grand révolutionnaire prolétarien que fut Chou En-lai. Debout, l'ensemble de l'assemblée observa une minute de silence.

Un camarade ouvrier, ex-membre du groupe « Sklérigen » (Clarté) — formation marxiste-léniniste bretonne, ayant rallié le Parti marxiste-léniniste — intervint en langue bretonne et en fran-



une assemblée attentive et enthousiaste (Photo HR).

ment qui était de « contribuer à reconstruire l'unité des ouvriers d'une part, et l'unité des ouvriers et des paysans exploités, d'autre part ».

A ce propos, il devait indiquer que le rassemble-

Le 18 janvier à Rennes est un grand succès plein de promesses, et une importante contribution à la préparation du grand rassemblement national ouvrier du 14 février à Paris dans les salles de la Mutualité.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672
Source.



EDUCATION

L'école et la famille

Le texte qui suit est tiré de l'«Albanie nouvelle» 1975. Ce texte a été repris par l'Association des amitiés franco-albanaises dans un livre intitulé «La révolutionnarisation idéologique en République populaire d'Albanie».

Notre système d'enseignement et d'éducation tend à former une génération qui soit apte à prendre en main la cause de la révolution et de l'édification socialiste et à la faire progresser. Ce système vise à former une génération dont le comportement dans la vie se conforme aux intérêts de la classe ouvrière, de sa politique et de son idéologie. L'école et la famille ont donc les mêmes buts, les mêmes intérêts et les mêmes visées. Il se crée ainsi non pas un simple point de contact, mais une puissante base sur laquelle l'école et la famille appuient leur travail d'éducation et coordonnent leurs efforts.

L'école socialiste albanaise est un établissement dont les portes sont ouvertes à deux battants. Elle est étroitement liée à notre vie socialiste, aux efforts des travailleurs, à leurs problèmes et à leurs intérêts. Nos écoliers ne font qu'un avec notre réalité, ils la connaissent, ils l'étudient, ils sont en contact avec les ouvriers et les paysans, ils vivent et travaillent avec eux, ils tiennent toujours ouvertes les portes de l'école, pour qu'ils y viennent, pour qu'ils en connaissent les problèmes et participent activement à leur solution.

Le caractère de la société socialiste albanaise exige que l'éducation et la formation de la nouvelle génération ne constituent qu'un front d'éducation entre l'é-

cole, la famille et la société. L'école et les instituteurs ont un rôle déterminant à jouer, mais qui ne saurait être absolu. L'école comporte ses avantages, étant une institution socialiste organisée, avec une activité didac-

La famille albanaise actuelle est-elle en mesure d'apporter cette contribution ? Oui, elle l'est. Elle s'est grandement transformée durant ces années de pouvoir populaire. Elle a des avantages que ne peut avoir

aux membres de chaque famille de mieux sentir la responsabilité collective quant à l'éducation des enfants. Enfin, l'élévation continue du standard de vie et du niveau culturel des parents augmentent leurs possibili-



Récréation pour les petites filles albanaises.

tique éducative programmée et contrôlée. Elle présente déjà les traits d'une école socialiste.

Quels sont la position et le rôle de la famille, quelles sont ses possibilités réelles pour aller de pair avec l'école quant aux problèmes de l'éducation ? Il faut reconnaître que bien que l'Etat socialiste ait assigné à l'école la principale tâche d'éduquer et de préparer la nouvelle génération, le rôle de la famille n'est pas moindre pour autant. Comme l'a bien souligné le camarade Enver Hoxha, «elle doit être la première enclume où la jeunesse fasse sa trempe quotidienne révolutionnaire.»

toute famille, notamment une famille d'ouvriers ou de paysans des pays capitalistes. Pourquoi en est-il ainsi ? Il en est ainsi parce qu'elle n'a pas les préoccupations qu'ont les familles des pays capitalistes (ses membres travaillent, ils ignorent le chômage, ils ignorent les taxes, etc.). Dans ces conditions, la principale préoccupation de notre famille est celle de bien élever et de bien éduquer les enfants.

Puis, l'égalité en droits de la femme et de l'homme dans la société, dans la production et dans la famille rehausse son autorité de mère. Les lois et les normes de notre régime social permettent

tés en vue d'une meilleure éducation des enfants. Ce sont quelques-uns des principaux avantages dont jouit la famille albanaise de nos jours. Mais nous voulons être réalistes et nous ne tenons pas à présenter l'état de la famille albanaise sous un jour flatteur. Notre famille a déjà acquis une physiologie générale socialiste ; mais on constate encore au sein de plusieurs familles diverses influences négatives qui sont conditionnées par leur origine de classe, le niveau de développement idéologique et culturel des parents, le degré d'intérêt qu'ils montrent à l'éducation des enfants, leur formation pédagogique, etc.

La caméra du lundi, TF 1 :

«Pleure pas la bouche pleine»

PEINTURE EN TROMPE-L'ŒIL

Pascal Thomas, l'auteur du film «Pleure pas la bouche pleine» et des «Zozos» (son film le plus connu) peut être «étiqueté» dans la série des auteurs naturalistes.

Le naturalisme, c'est la théorie de la «tranche de vie telle qu'elle est». On a droit au premier bruit du ressort du lit jusqu'au dernier rôt de soulagement après le repas copieux. On est emporté avec émerveillement et surprise dans un monde «plus réel» que la réalité elle-même. Certes les images sont très belles, les acteurs jouent très naturellement comme «dans la vie» semble-t-il. Mais les images sont trop belles, trop attachantes. Tellement attachantes qu'on a l'impression d'avoir déjà vu cela il y a 30 ans, il y a 50 ans, que nos ancêtres ont toujours vu cela. Rien n'a changé depuis 100 ans, si ce n'est les automobiles, l'électricité, le babyfoot et les minijupes. C'est sans doute pour cette raison que Pascal Thomas jette son dévolu sur la «province». Sa façon de voir est celle des naturalistes du 19^e siècle : par le petit bout de la forçette. A travers elle, on a l'impression

que les paysans vivent comme cela sans qu'il n'y ait rien de changé. Rien sur l'exploitation capitaliste, l'exode rural, les révoltes. Thomas ne prétend certainement pas s'engager dans une telle tâche ! Il «montre la vie»...

Toujours est-il que si à la fin du 19^e siècle, montrer la vie telle qu'elle était pouvait contribuer à critiquer le système capitaliste naissant, il joue un rôle vraiment réactionnaire aujourd'hui. Thomas «témoigne» simplement ! Mais son témoignage ressemble plutôt à un préche pour la conservation d'un état de chose millénaire. Encore faut-il que «la vie» que montre Thomas soit vraie. On peut se demander alors que devient «la vie telle qu'elle est» de Thomas, à la fin du film quand la fille, Annie, dit tranquillement à sa mère, femme de paysan, qu'elle a couché avec un jeune fils à papa (Alexandre), sa mère ne fait aucun problème... Ce n'est plus du naturalisme c'est de la science-fiction : on est tout à coup transporté dans une famille bourgeoise !

VIENT DE SORTIR

Littérature chinoise No 1 1976.

Désormais mensuel en langue française depuis ce mois-ci. Ce numéro nous présente un sommaire varié :

Extraits de «La Voie lumineuse» de Hao Jan ; Poèmes ; récits ; présentation et étude critique du roman classique «Au bord de l'eau» ; notes littéraires et artistiques ; illustrations diverses.

1,70 F l'exemplaire. En vente :

- Les Herbes sauvages - 70 rue de Belleville - 75020 Paris.
- La Force du Livre - 33, rue René Leynaud - 69001 Lyon.
- Le Sel de la terre - 4, rue du Maréchal Foch - 22000 Saint-Brieuc.

MAIN BASSE SUR LE MUSEE D'ART MODERNE

Depuis le mois d'octobre, huit salons de peintures n'ont plus de salle pour exposer. Expulsion. Il en est ainsi pour tout ce qui n'apporte ni prestige, ni gros sous au pouvoir capitaliste. Les «petits salons» n'intéressent pas Michel Guy. Ainsi le Salon de la Peinture à l'eau, le Salon des Femmes peintres, le Salon des Populistes, le Salon de la Jeune peinture, la Biennale des Beaux-Arts, le Salon d'Hiver, etc., font les frais de «l'intérêt» et du «bon vouloir» du secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles.

Un salon comme celui de la Jeune peinture - un des rares moyens pour les peintres et les plasticiens d'affirmer leurs conceptions d'un art au service du peuple - se voit donc jeté «à la rue». D'autres salons «prestigieux» et «bien vus» se sont faits une place au soleil de la bourgeoisie. Tel le Salon de Mai qui se lave les mains de toute cette histoire, satisfait de l'image de «gauche» que lui a rapporté un séjour à Cuba de ses peintres et qui se réfugie en même temps dans le giron de Giscard. Affaire à suivre...

Télévision : dimanche sur TF 1

«LES CHOSES DE LA VIE» Un film de Sautet

Comment ne pas être véritablement impressionné par de telles images ? Le film de Sautet «Les choses de la vie» diffusé dimanche soir sur TF 1 joue sur du velours. Il nous tient un langage facile : «Cet accident que je vois sur l'écran, ces images violentes, ce type qui a un accident terrible, bêtement, sur la route, à 140 à l'heure, cela pourrait être moi ! Mourir c'est trop bête. Tout laisser derrière soi, sa vie, ses occupations, ses parents, ses amis, sa femme, ses enfants...»

De telles images impressionnent. Elles sont dangereuses d'autant plus qu'elles sont belles et que le jeu na-

tural des acteurs (Piccoli, Romy Schneider) nous emporte tous ensemble dans un seul «sentiment universel».

Mais ce sentiment est-il vraiment universel ? Mao Tsé-toung a dit un jour que la mort d'un homme pouvait peser plus de poids qu'une montagne alors que celle d'un autre ne valait pas le poids d'une plume.

Peut-on mettre sur le même plan ce Piccoli architecte, qui roule dans une Alfa roméo, qui possède une résidence secondaire dans l'île de Ré, un voilier, qui achète un meuble à 1 800 F aux enchères simplement parce qu'il en a envie et qui vit entre une maîtresse et sa

femme, peut-on mettre sur le même plan cet homme qui vit une vie de bourgeois (on se demande en plus quand il travaille) et un travailleur qui mène une vie exténuante et pleine d'oppression, qui se vend plus de 8 heures par jour pour un pauvre salaire et qui n'a que ses congés payés pour se reposer un peu ? Le propos est bien là, car le film n'est certes pas une leçon exemplaire qui serait produite par la prévention routière pour mettre en garde contre la vitesse en voiture. Depuis que le film est sorti, il y a toujours autant d'accidents. Ce n'est pas un film qui peut changer cela, qui peut

changer tout un système capitaliste avec sa suite d'exploitation, d'oppression, de fatigues, de «consommation», etc.

Non le propos de Sautet, à l'instar du livre écrit par Guimard (dont est tiré le film), est de nous faire frémir tous ensemble, «bourgeois et prolétaires», devant une mort causée par un accident de voiture. Il ne cherche pas le moins du monde à nous montrer les causes de la mort d'un travailleur en voiture, revenant de son travail ou allant en vacances avec sa famille, et nous montrer qu'en définitive, c'est le système capitaliste qui en est la cause.

L'Humanité Rouge

document

L'APARTHEID SUR LE PORT (2)

«SI TU VEUX DU BOULOT, T'AS QU'A TE FAIRE FRANCAIS»

Immobilisés, à tous les vents, sans grand espoir, les dockers algériens sont là qui attendent de voir si enfin aujourd'hui ils auront du travail.

Chaque jour de l'année, du 1er janvier au 31 décembre, il en est ainsi deux fois par jour, à 6 heures du matin et à 12 h 30.

La rue et le flot des voitures marquent la frontière entre les deux mondes qui se côtoient sur le port de Marseille : d'un côté les Français, les privilégiés, ceux qui ont tous les droits. De l'autre, les «parias», les travailleurs de seconde zone, les «temporaires» à vie, les étrangers, les Algériens notamment, qui passeront derrière les professionnels récolter les maigres miettes, quand il y en a. Et il y en a de moins en moins.

De 1965 à 1975, les Algériens ont été systématiquement écartés lors de l'attribution des cartes professionnelles.

Et quand l'un d'eux faisait une demande individuelle en arguant de son ancienneté, la direction du port lui répondait invariablement qu'il fallait être de nationalité française.

L'INSTITUTION D'UN VOLANT DE CHOMEURS

Pour institutionnaliser cet état de fait, la direction du port a fait appliquer en 1969 un règlement intérieur qui interdisait à tout étranger l'obtention de la carte de docker professionnel, dite carte «G». Et cela pratiquement au moment où les accords de 1969 reconnaissaient à notre émigration une place privilégiée !!!

Malgré cela, personne ne s'est avisé qu'il était en train de se commettre une injustice de taille : ni le patronat, ni la direction du port, et pour quoi ne pas le souligner ? encore moins les syndicats. Il faut dire que cette situation satisfaisait tout le monde, sauf évidemment les étrangers :

— L'administration du port, les organisations patronales et aussi la caisse de compensation des dockers, parce qu'elles disposaient là d'une véritable poule aux œufs d'or, de ce dont tous les patrons rêvent : un «volant» de main-d'œuvre disponible à tout moment et bon marché. Présent quand on le lui demandait, le temporaire était trop heureux de travailler même en sachant qu'il n'avait aucune sécurité. On n'avait même pas besoin de le licencier. Et s'il ne travaillait pas pendant 90 jours, il perdait le peu de droits qu'il avait.

— Les syndicats parce que ça leur permettait de garantir les privilèges des professionnels et de limiter au minimum les risques de chômage. Quand il y a du travail, on fait appel aux temporaires, ce qui évite de créer de nouveaux emplois, et quand il y en a moins, il suffit, pour rétablir l'équilibre, de renvoyer les étrangers. De toute façon ils ne sont pas organisés et ne peuvent donc pas créer d'ennuis.

Et puis qui ira se soucier du sort d'un étranger ?

46 JOURS DE TRAVAIL EN 9 MOIS

Le résultat c'est qu'aujourd'hui, alors que les dockers professionnels continuent à travailler comme par le passé, les temporaires, eux, ne travaillent presque plus. Les plus favorisés n'ont travaillé que 46 jours entre le 1er avril et le mois

de décembre, c'est-à-dire un peu plus de cinq jours par mois.

La plupart des dockers ne travaillent même plus que 2 ou 3 jours par mois. Eux connaissent déjà l'angoisse des fins de mois difficiles, des loyers qu'on paie avec de plus en plus de peine, et même de la faim. Comme ce père de famille qui n'a pas encore travaillé une seule journée au cours du mois de décembre dernier et qui sait d'ores et déjà qu'il a perdu ses droits au paiement des jours de fête, de la prime de fin d'année, et bientôt, des allocations familiales, avant de se voir supprimer les assurances-maladie : «J'ai deux enfants en bas âge. Ma femme ne travaille pas. Le mois dernier, j'ai travaillé deux jours. Ce mois-ci je n'ai encore rien fait. Je travaille sur le port depuis 1957. Je n'ai encore jamais vu ça.»

DEPUIS 1968 DE MOINS EN MOINS DE TRAVAIL

C'est pour cela que la rogne s'est installée chez ceux qui sont le plus souvent touchés. Ce sont eux qui ont déclenché en mai dernier une action spontanée qui a ébranlé notablement l'ordre établi. Personne n'est encore capable de raconter exactement comment a pris le mouvement. Pas même les membres du «comité des dockers temporaires algériens» constitué à cette occasion. Mais tout le monde s'accorde à dire qu'il a été spontané. «Il y avait un bon moment que ça allait mal. Et quand on réfléchit bien, tout a commencé après mai 1968.

«Comme tout le monde on a fait un mois de grève. A la reprise ça n'a plus été pareil. Il y avait moins de travail et les rapports s'étaient tendus. Mais ça allait encore, relativement. En 1971, il y a eu une première alerte, une baisse brutale de l'activité aggravée par le fait que, confiants dans les accords sur la main-d'œuvre signés en 1969, certains de nos compatriotes qui comme nous tous remplissaient les fameux critères, ont demandé la carte professionnelle soit directement soit par l'intermédiaire de M. Gaston Defferre. En vain. Car à chaque fois la direction du port et le bureau central de la main-d'œuvre leur opposaient le fait qu'il fallait être de nationalité française. Ils étaient d'ailleurs imités en cela par certains délégués de la CGT qui nous répondaient invariablement : «t'as qu'à te faire français !»

RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Dans l'enthousiasme du moment nous avons constitué un comité qui s'est rendu au siège de la

délégation de l'Amicale des Algériens en Europe pour Marseille. Nous y avons reçu un accueil très chaleureux. Et sur notre demande, l'AAE a pris rendez-vous avec le secrétaire général de la section CGT du port de Marseille. Mais malchance ou calcul (il vaut mieux ne pas s'appesantir sur cette question), le secrétaire est justement obligé de s'absenter à l'heure de notre rendez-vous. Et comme l'accueil n'est pas des plus sympathiques, nous avons rebroussé chemin. Sous le coup de la déception, l'esquisse d'organisation qui s'était dessinée a disparu. Et notre action a cessé aussitôt que commencée. Je m'aperçois maintenant que c'était inéluctable parce que nos compatriotes immigrés avaient complètement perdu l'habitude de s'organiser et de lutter, persuadés que notre gouvernement allait tout faire à leur place. Et puis, il ne faut pas oublier la peur, la peur du racisme mais aussi la peur de se faire expulser. Ce n'est pas à vous que j'apprendrai avec quelle efficacité le patronat et les pouvoirs publics français ont utilisé cette arme.

ENCORE UNE CATEGORIE PRIORITAIRE A L'EMBAUCHE

Nous étions bien engagés dans la période des vaches maigres mais ni les grandes flambées

raison ? Toujours est-il que la CGT majoritaire, a proposé la création d'une nouvelle catégorie : les dockers occasionnels, tout en délivrant un certain nombre de cartes professionnelles. But avoué de cette opération : créer un réservoir de jeunes pour le renouvellement de la profession. Malheureusement la conséquence la plus visible a été d'aggraver la discrimination qui frappe les dockers étrangers ; jusqu'alors travailleurs de seconde zone, les voilà maintenant relégués en troisième position. Pour parler concrètement, disons que les temporaires perdent encore 160 chances de trouver du travail puisqu'on a distribué à peu près 160 cartes occasionnelles. Bien sûr, la CGT a obtenu que les dockers temporaires étrangers se voient attribuer une carte d'immatriculation en lieu et place du petit carton du passé. Mais c'est là une piètre consolation, d'autant plus piètre qu'elle n'est intervenue qu'au mois d'avril. Les esprits étaient déjà passablement échauffés. Et il fallait que la situation frise le dramatique pour que nos compatriotes commencent à manifester leur révolte. On n'en était encore qu'au temps de la grogne individuelle. Et il est faux de croire que ceux que l'on appelle les «gauchistes» y aient été pour quelque chose.



Sous un abri illusoire, les Algériens attendent (Photo «l'Algérien en Europe»)

de racisme de ces dernières années, ni le ralentissement progressif de l'activité n'ont réussi à secouer la torpeur de nos dockers. Cela aurait pu continuer ainsi jusqu'à la fin des temps si la situation de l'emploi n'avait pas empiré au début de cette année. Et cela pour deux raisons. D'abord parce que si le volume d'activité dans le port a continué d'augmenter, la modernisation des bateaux (prolifération des cars-terries) et du conditionnement (utilisation de containers) n'exigent plus qu'un personnel réduit. Ah ! on peut dire que le passage du chargement vertical (navires traditionnels) au chargement horizontal a porté un coup terrible à la profession. Le seconde raison, c'est que le chômage a frappé fortement notre région. Les licenciements collectifs des grandes entreprises ont libéré une masse de travailleurs qui sont venus investir (c'est le mot) le port réputé générateur d'emploi. Est-ce pour contrecarrer cet afflux de chômeurs ? Est-ce pour une autre

L'IDÉE DE LA GREVE

Enfin, un jour du mois de mai, un jour exceptionnel puisqu'il y a eu plus qu'il ne fallait de travail, sans se concerter le moins du monde, on a décidé de faire grève. Quelqu'un, ulcéré, a dû lancer l'idée qui a été reprise de proche en proche parce que les esprits étaient à point. On a donc fait grève. On a ensuite distribué des tracts pour expliquer notre position. Et on s'est rendu au siège de l'Amicale des Algériens en Europe. Nous étions au moins 200 et la rue Saint-Jacques était complètement obstruée. En présence des responsables marseillais de l'AAE nous avons constitué un comité de 10 personnes et nous avons aussi commencé l'action que nous poursuivons jusqu'à présent.

Entretiens, bien sûr, notre grève a soulevé des vagues. Et, les premiers, des délégués CGT sont venus nous demander pour quelles raisons nous agissions ainsi.»

UNE ENQUETE MENEE PAR «L'ALGERIEN EN EUROPE» AUPRES DES DOCKERS ALGERIENS DE MARSEILLE